

Unité Départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 19/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PMC ISOCHEM**

32 RUE LAVOISIER  
91710 Vert-le-Petit

Références : D 2024-  
Code AIOT : 0006505094  
N°Hélios : 60459

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2024 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PMC ISOICHEM
- SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit
- Code AIOT : 0006505094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PMC Isochem exploite sur la commune de Vert-le-Petit des installations permettant la fabrication d'intermédiaires et de principes actifs destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que la fabrication de vernis. Des activités de recherche et développement sont également présentes sur le



site. Les fabrications se font en 5\*8 et l'usine est en activité 7 jours/7, excepté pendant les arrêts d'été pour congés et les arrêts liés à la maintenance ou à des travaux. Le site emploie un peu plus de 100 personnes .

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejet Eau du site	Arrêté Préfectoral du 11/01/2006, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Révision BREF WGC	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 6 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 16 janvier 2024 s'est tenue à l'initiative de l'exploitant afin de faire le point sur les différents sujets relatifs aux risques chroniques du site.

Elle permet de conclure que les arrêtés préfectoraux en vigueur traitant des risques chroniques sont à compiler et à mettre à jour afin de correspondre au mieux à la situation réelle du site. Des éléments sont attendus de la part de l'exploitant.

Par ailleurs, le dossier de réexamen suite à la parution des conclusions du BREF WGC est attendu pour mi-février 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejet Eau du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2006, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> 6.1 Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent, après leur traitement éventuel, au bassin de confinement puis à une fosse de relevage. L'ensemble des effluents non pollués est rejeté à la Juine par bâchée après analyse des effluents suivant les conditions définies dans le tableau ci-dessous.  EU / 3 m3/j / traitement biologique E Réf / 10 m3/j / cf. chapitre 6.3 de l'AP du 5/01/2005 EI lavage sols et procédés / 50 m3/j / Traitement en tant que déchet  EU : eaux usées E Ref : eaux de refroidissement EI : eaux industrielles [...]



## 6.2 Conditions particulières de chacun des rejets

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.

[...]

### Constats :

Concernant les points de rejets, l'exploitant a indiqué qu'il existerait des incohérences dans l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2006 relatives à la gestion réelle des eaux sur le site. Cet arrêté de 2006 indique un rejet composé d'eaux de refroidissement et d'eaux industrielles. Or, il déclare que les eaux de refroidissement sont à présent en circuit fermé. Seules les eaux de purge des chaudières sont en circuit ouvert mais ces dernières sont traitées dans le réseau d'eaux usées. Les eaux industrielles sont traitées en tant que déchet.

Aussi, les eaux rejetées dans la canalisation de la société SAFRAN avant rejet dans la Juine, sont des eaux pluviales issues du ruissellement des eaux sur les surfaces imperméabilisées et les toitures. L'exploitant évoque le rejet d'eau de condensats de la chaudière Valuaterme dans ces eaux et indique que ce sont les seules eaux non pluviales rejetées.

**L'exploitant devra confirmer que les eaux de condensats de la chaudière Valuaterme sont bien rejetées dans le réseau d'eaux pluviales. La quantité et la nature de ces eaux seront également à préciser.**

Le débit des eaux usées autorisé est de 3 m<sup>3</sup>/j ce qui semble peu pour l'activité du site. Il est à noter que l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2001 autorisait un débit de rejet des eaux usées à 10 m<sup>3</sup>/j.

Enfin, concernant les conditions particulières de chacun des rejets, il indique que la valeur limite imposée pour certains composés, i.e. "absence de traces", ne permet pas de jauger la qualité des eaux rejetées.

L'inspection s'est rendue sur le site afin d'identifier la zone de traitement des eaux. Elle constate que le bassin contenait de l'eau mais que le niveau maximum n'était pas encore atteint (marque verte au niveau de l'escalier du bassin).

**Aussi, au vu des nombreuses incohérences et modifications qui ont eu lieu sur le site depuis 2006, une nouvelle rédaction du chapitre relatif à la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques sera proposé prochainement à l'exploitant et dans l'attente des informations demandées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 2 : PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recherche de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Les rejets étant composés d'eaux pluviales, l'exploitant n'est pas tenu de réaliser des recherches sur la présence de PFAS sur ces rejets aqueux.  <b>Pour autant, l'exploitant devra justifier que :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux de purge de la chaudière Valuatérme ne peuvent contenir des PFAS</li><li>- des mousses d'extinction n'ont pas été utilisées sur les zones de ruissellement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Révision BREF WGC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 6 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Par courrier en date du 20 avril 2023 (D2023-0440), l'exploitant a été informé que le document de référence relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) des systèmes communs de traitement des gaz dans l'industrie chimique (BREF WGC) a été révisé par la Commission Européenne et la décision d'exécution de la commission UE 2022/2427 du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles dans ces secteurs a été publiée au Journal Officiel de l'union Européenne le 12 décembre 2022. La publication des conclusions MTD du BREF WGC déclenche le réexamen des sites OFC, POL et SIC. Les installations ayant comme BREF principal OFC, POL ou SIC, ont alors à présent comme BREF principal le BREF WGC.  Conformément à l'article R.515-71 du Code de l'environnement, vous devez adresser au préfet, dans les douze mois suivant cette publication, un dossier de réexamen.  La mise en conformité de vos installations devra être réalisée dans un délai de 4 ans suivant cette publication, soit au plus tard le 12 décembre 2026.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que le dossier de réexamen suite à la publication des conclusions du BREF WGC devrait être déposé à la mi-février 2024. Il indique que la limite en COHV fixée à 20 mg/Nm3 ne pourra pas être tenue pour le 12 décembre 2026. A ce jour, le site est autorisé à rejeter 110



mg/Nm3 de COHV dans ces rejets atmosphériques (AP du 27/07/2001). Il estime pouvoir diminuer ces émissions à hauteur de 50 mg/Nm3 de COHV d'ici fin 2026.

Aussi, l'exploitant veut solliciter une demande de dérogation du respect de la valeur limite d'émission.

Le dossier de demande de dérogation devra répondre aux exigences du guide de demande de dérogation conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement transmis par mail du 23 janvier 2024 à l'exploitant.

Dans les grandes lignes, la demande de dérogation devra comporter les éléments suivants :

- l'expression de la demande, les procédés impliqués,
- les émissions (analyse des mesures représentatives si possible sur les 3 dernières années pour le paramètre au point de rejet),
- les éventuelles évolutions à venir, la justification de l'origine de la demande, l'évaluation des risques sanitaires,
- les impacts environnementaux l'évaluation technico-économique de la mise en œuvre d'une (ou d'une combinaison) de MTD pour atteindre les NEA-MTD,
- une conclusion décrivant la technique proposée, le calendrier de mise en œuvre et les valeurs atteignables.

Cette demande de dérogation, soumis à la consultation du public, sera proposée aux membres du CODERST.

Dans un premier temps, l'exploitant déposera le dossier de réexamen concluant sur la non atteinte de la valeur limite d'émission du COHV. La demande de dérogation sera déposée dans un second temps.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

